



CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE  
50, avenue du Professeur André Lemierre  
75 986 PARIS CEDEX 20

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)***

**Appel d'offres pour l'abonnement multidiffusion des offres d'emplois dans le secteur  
sanitaire et médico-social et centres de santé**

La procédure retenue est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2-1 du Code de la commande publique.

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 –PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION ET DU MARCHE</b>	<b>5</b>
3.1 Procédure	5
3.2 – Forme du marché	5
<b>ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE</b>	<b>6</b>
7.1 Personnels intervenants	6
7.2 Absence prolongée, départ du personnel, remplacement	6
7.3 Récusation du personnel du Titulaire	7
7.4 Statut du personnel du Titulaire	7
7.5 Equipe du titulaire :	7
<b>ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE CONSEIL</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>8</b>
9.1 Protection de l’environnement	8
9.2 Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	8
<b>ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)</b>	<b>8</b>
10.1 Confidentialité	8
10.2 Règlement Général sur la Protection des Données	10
<b>ARTICLE 11 – PENALITES</b>	<b>11</b>
11.1 Dispositions générales	11
11.2 Pénalités de retard	11
11.3 Pénalités en cas de non-conformité de l’équipe dédiée	11
11.4 Pénalités pour travail dissimulé	11
11.5 Cumul des pénalités	11
<b>ARTICLE 12 – DETERMINATION DES PRIX</b>	<b>11</b>
12.1 Variation des prix	12
12.2 Clause de sauvegarde	12
<b>ARTICLE 13 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT</b>	<b>12</b>
13.1 Rémunération du Titulaire	12

<b>13.2 Modalités de transmission des factures</b>	<b>12</b>
<b>13.3 Mentions devant figurer sur les factures:</b>	<b>13</b>
<b>13.4 Modalités de règlement</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 - RESILIATION</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 - DISPOSITION APPLICABLE EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

L'objet de ce marché est de permettre aux UGECAM de pouvoir accéder à des canaux de recrutement spécialisés afin de les aider à recruter des professionnels occupant ces métiers généralement en forte tension (notamment sur des bassins d'emploi qualifiés de déserts médicaux).

De manière concrète, il s'agit de permettre aux UGECAM de diffuser leurs offres d'emplois sur des canaux/sites spécialisés (dans le secteur d'activité des établissements et services du sanitaire, médico-social et centre de santé).

Cette prestation devra permettre aux UGECAM de :

- Diffuser de manière automatisée (dans le but d'éviter la saisie manuelle) leurs offres d'emplois sur des canaux spécialisés :
  - Sanitaire (établissement et Centres de santé)
  - Médico-social
- Bénéficier d'un accompagnement pour la mise en ligne des annonces (sur un modèle attractif)
- Disposer d'un bilan et suivi des annonces mises en ligne de manière trimestrielle (nombre de candidats...) pour réaliser un suivi statistique (évolution des recrutements, statistique des diffusions...). L'envoi des bilans par le prestataire peut être fait soit par mail, soit en donnant un accès à une plateforme sécurisée d'échanges de documents (24/24h, 7/7j). Cet accès devra être gratuit et proposé au service RH de la DNGU.

Dans ce cadre, le nombre moyen de postes vacants sur l'ensemble des UGECAM à prendre en considération est de 540, soit un peu plus de 40 postes par UGECAM.

A titre d'information, en 2025, 1413 offres d'emploi ont été déposées sur l'ensemble des 13 UGECAM du Groupe avec 18 387 candidatures reçues (Source : UCANSS).

Au 31/12/2025, le nombre d'ETP global pour les 13 UGECAM est de 13 216, pour lequel nous attendons une offre de prix basée sur un montant forfaitaire annuel TTC révisable, à date anniversaire de notification, via les indices applicables. Dans le cadre de la présente expression technique des besoins, il n'y a pas eu de distinction des ETP par UGECAM sachant que c'est un achat national via le budget DNGU.

Il s'agira également de bénéficier de canaux à forte couverture (multiplicité de métiers) et notoriété (importance du nombre de partenaires / abonnés, nombre de communications, notoriété du prestataire dans le domaine).

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur des Ressources Humaines 2027 (SDRH 2027) du groupe UGECAM<sup>1</sup> dont un des objectifs vise à renforcer notre stratégie de recrutement. Élaboré en cohérence avec le SDRH national de l'Assurance Maladie, le SDRH 2027 constitue une feuille de route stratégique au service de l'ensemble des parties prenantes du groupe : directions des UGECAM et des établissements, services supports, encadrants et leurs équipes.

Ce schéma directeur traduit les ambitions cumulatives suivantes :

- Développer une vision prospective des métiers afin d'accompagner leur évolution ;
- Renforcer l'attractivité des professions, depuis le recrutement jusqu'à la fidélisation des talents ;
- Soutenir la transformation des pratiques managériales ;
- Affirmer le positionnement du groupe en tant qu'employeur socialement responsable ;
- Contribuer activement à la transition écologique par des actions collectives.

---

<sup>1</sup> <https://www.groupe-ugecam.fr/schema-directeur-des-ressources-humaines-2027>

Par ailleurs, cet appel d'offres répond également aux enjeux du projet stratégique du Groupe UGECAM « Cap sur 2027 », en proposant des dispositifs concrets d'accompagnement du réseau pour atteindre les objectifs fixés et soutenir l'émergence de nouvelles ambitions pour le groupe.

La description des prestations et des attentes de la Cnam sont développées au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses deux annexes :

- Annexe 1 : SDRH ;
- Annexe 2 : Le projet stratégique UGECAM « Cap sur 2027 ».

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement et son annexe financière,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses deux annexes (Annexe 1 : SDRH et Annexe 2 : Le projet stratégique UGECAM « Cap sur 2027 »),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur (ci-après désigné CCAG-FCS). Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe au marché, est réputée parfaitement connue des parties,
- Le Mémoire technique du Titulaire.
- Les actes spéciaux et avenants émis dans le cadre du marché

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 3 –PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION ET DU MARCHÉ**

### **3.1 Procédure**

Ce marché est passé selon une procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2-1 du Code de la commande publique.  
Ce marché est mono-attributaire.

### **3.2 – Forme du marché**

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire en application des articles L..2112-6 et R.2112-6-2° du Code de la commande publique.

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent marché ne sera pas alloti, par application des dispositions de l'article L2113-11-1° et L2113-11-2° du code de la commande publique.

En effet, la dévolution en lot séparé aurait entraîné des difficultés techniques d'exécution et de pilotage liées à la multiplicité des recruteurs et des difficultés de gestion des candidatures.

Le non allotissement permet une concentration de gestion des flux des vacances de poste vers les plateformes spécialisées dédiées et s'inscrit dans une stratégie pragmatique :

- Eviter l'atomisation du travail RH.
- Cibler le public visé dans les vacances de poste.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE**

Ce marché sera d'une durée de 4 ans, décomposée de la manière suivante : deux ans fermes à compter de sa date de notification, reconductible tacitement, par application des dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, deux fois un an à la date anniversaire de notification du présent marché.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 16 du présent C.C.A.P.

## **ARTICLE 5 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations seront exécutées en France Métropolitaine.

## **ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE**

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations objet du présent marché, à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché

Dans tous les cas, le Titulaire du marché demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Cnam des prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 7 MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE**

### **7.1 Personnels intervenants**

Dès la notification du marché, le Titulaire informe la CNAM, de l'identité de l'interlocuteur référent du marché (article 3.3.1 du CCTP). Dans le cadre de l'obligation de résultat qui lui incombe, le Titulaire mettra en place une équipe en parfaite adéquation avec la nature prestations à exécuter, conformément notamment aux prescriptions identifiées au présent CCTP.

Ce représentant désigné par le titulaire du marché sera l'interlocuteur privilégié de la CNAM tout au long de la durée du marché. Le titulaire prévoit l'identification d'un deuxième intervenant ayant compétence pour représenter la société en cas de nécessaire remplacement de cet interlocuteur dédié en cours d'exécution.

Le Titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le(s) profil(s) désigné(s) par lui pour la réalisation des prestations. Il(s) demeure(nt) en permanence sous les seules subordinations et directions du Titulaire. Il(s) est (sont) désigné(s) en fonction de leur expérience et de leur compétence dans les domaines d'expertise propres à la prestation.

Les compétences et moyens dont le Titulaire dispose et qu'il entend mobiliser pour atteindre les objectifs du marché sont ceux décrits au sein du Mémoire Technique. Il s'engage à maintenir les profils définis sur toute la durée du marché.

A défaut, les pénalités sont celles décrites à l'article 11 du présent document.

### **7.2 Absence prolongée, départ du personnel, remplacement**

En cas d'absence ou de départ de l'intervenant(e) affecté(e) à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le Titulaire doit impérativement, sans délai, en aviser la personne responsable du marché par tout moyen, y compris de manière électronique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché doit, par écrit, y compris de manière électronique, proposer au responsable du marché de la Cnam, un remplaçant de niveau et de compétences équivalents dans les 07 jours calendaires suivant la réception de l'avis mentionné au paragraphe précédent. Le Titulaire s'engage, pendant cette période, à assurer une prestation alternative d'assistance par téléphone sans coût supplémentaire.

En cas d'absence prévisible de l'intervenant(e), le Titulaire s'engage à aviser la Cnam dans un délai identique.

Ce remplaçant devra être expressément agréé par la Cnam et celle-ci se réserve le droit de rejeter le candidat proposé. Le Titulaire dispose alors de 72 heures ouvrées pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet de la Cnam, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnité, aux torts exclusifs du Titulaire.

### **7.3 Récusation du personnel du Titulaire**

Pendant toute la durée du marché, la Cnam se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés (notamment d'une part, en cas de conflit d'intérêt et d'autre part, en cas d'inadaptation des compétences) à l'exécution des prestations. La Cnam doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire du marché doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées à l'article 7.2 du présent C.C.A.P.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent C.C.A.P.

### **7.4 Statut du personnel du Titulaire**

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

### **7.5 Equipe du titulaire :**

Le Titulaire s'engage notamment à faire bénéficier la CNAM, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations objet du présent marché.

De manière générale, afin d'assurer le succès des prestations, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché qui le concerne, une équivalence en termes d'intervenants, une bonne adéquation des profils avec les prestations/domaines techniques concernés, une cohérence quant aux agents affectés aux prestations forfaitaires par rapport aux prestations en cause du présent marché.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement la CNAM (par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception) et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur dédié/responsable du marché et les membres de l'équipe du Titulaire sont considérés comme acceptés si la CNAM ne les récuse pas dans le délai d'un mois à compter de la proposition.

## **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE CONSEIL**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment d'information et de recommandation de la Cnam.

Il doit fournir à la Cnam l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

La Cnam est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans la réalisation des missions confiées.

## **ARTICLE 9 – CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué de pénalités au Titulaire en cas de manquement aux obligations décrites aux articles 9.1 et 9.2 ci-après.

### **9.1 Protection de l'environnement**

Le Titulaire du présent marché veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, tels que :

- La limitation de la pollution liée au transport en privilégiant les transports en commun, et en adoptant une attitude éco responsable,
- En limitant les impressions de documents à celles qui sont strictement nécessaires ;
- En réalisant toutes les impressions de documents en noir et blanc et bannir les impressions couleur, sauf en cas de nécessité pédagogique ;
- En imprimant les documents en recto verso ;
- En privilégiant au maximum les échanges électroniques.

### **9.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ; à respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée,

## **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

### **10.1 Confidentialité**

#### **• Définition :**

Le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).



• Propriété :

Ces informations confidentielles restent la propriété de la Cnam. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Cnam en faveur du Titulaire.

• Obligation du Titulaire:

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Plus particulièrement, il s'engage à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données personnelles mis en œuvre en sa qualité de responsable de traitement réponde aux exigences du RGPD.

Il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution du marché :

- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées au titre des prestations réalisées pour la Cnam,
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la Cnam et dans les limites strictement nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Procéder à la destruction, en fin de marché, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

En cas de suspicion de violation de données ou de violation avérée concernant un ou des dossiers traités dans le cadre de la prestation, le Titulaire s'engage à :

- Informer la Cnam, même si cette violation ne remplit pas les conditions d'obligation de notification à la Cnil au sens de l'article 33 du RGPD, des faits, impacts et mesures prises.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le présent engagement est conclu pour une durée de 5 années à compter de la notification du marché.

• Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause :

La Cnam se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la Cnam se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

• Limites de responsabilité :

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes,
- est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver,
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

## **10.2 Règlement Général sur la Protection des Données**

L'exécution du présent marché peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la Cnam au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD). Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour le sous-traitants et notamment (art.28 et s RGPD) de :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;

- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la Cnam, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la Cnam ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la Cnam, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la Cnam toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la Cnam de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer la Cnam de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la Cnam, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de de la Cnam (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où un Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions prévues au marché, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la Cnam rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la Cnam et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cnam (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la Cnam, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

## **ARTICLE 11 – PENALITES**

### **11.1 Dispositions générales**

Les modalités applicables sont définies à l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont forfaitaires.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation

### **11.2 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des dates et délais prévus dans le cadre du forfait, du fait exclusif du Titulaire, celui-ci encourt sur décision de la Cnam et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 200 € par jour ouvré de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Ces pénalités de retard seront également dues en cas de non-respect des délais fixés à l'article 3.4 du présent CCTP.

### **11.3 Pénalités en cas de non-conformité de l'équipe dédiée**

Conformément à l'article 7.1 du présent C.C.A.P., le Titulaire s'engage à mettre en activité le profil de l'intervenant(e) tel que décrit dans son offre et retenue par la Cnam. Un contrôle pourra être effectué par la Cnam.

En cas de défaut du personnel intervenant, le Titulaire encourt une pénalité égale à 200 €/constatation/jour

### **11.4 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 200 €/constatation/jour

### **11.5 Cumul des pénalités**

Les pénalités ci avant définies sont cumulables.

Par application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités seront déduites automatiquement, par la Cnam, des factures relatives aux prestations présentées par le Titulaire. Au-delà de trois inexécutions, la Cnam se réserve le droit de résilier le présent marché.

## **ARTICLE 12 – DETERMINATION DES PRIX**

Le marché est conclu à prix forfaitaires et révisables.

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales hors TVA ou autres frais frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses et frais annexes nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **12.1 Variation des prix**

Les prix figurant au présent marché sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, par application de la formule de révision ci-dessous :

$$P = P_0 (0,25 + 0,75 \frac{S}{S_0})$$

La formule à appliquer est la suivante :

$$P = P_0 \times S/S_0$$

Dans laquelle :

P= prix révisé

P0= prix de base ou prix de la dernière révision

S0= indice Syntec de base ou indice Syntec de la dernière révision

S= indice Syntec connu à la date de la révision

### **12.2 Clause de sauvegarde**

L'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 3 % du prix par rapport au prix déterminé de la période précédente.

Dans le cas contraire, la Cnam se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché,

La variation à la baisse n'est pas limitée.

## **ARTICLE 13 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

Les modalités de règlement sont les suivantes :

### **13.1 Rémunération du Titulaire**

Le montant de la redevance forfaitaire est facturable et payable mensuellement à terme échu sur présentation de la facture.

Concernant la prestation de formation et le paramétrage de gestion des droits d'accès, le paiement s'effectue après constatation du service fait.

### **13.2 Modalités de transmission des factures**

En application des dispositions des articles L.2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire du marché transmet ses factures sous forme électronique.

**Nota** : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire du marché doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE  
A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

### **13.3 Mentions devant figurer sur les factures:**

Les factures devront comporter les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Le numéro du marché;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La désignation des prestations ;
- Le prix total HT, montant de la TVA et le prix TTC de la prestation.

### **13.4 Modalités de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

La Cnam se libère des sommes dues en exécution du marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la Cnam règle les sommes dues en exécution du marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture,

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cnam donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires:

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

## **ARTICLE 14 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

Conformément à l'article 9 du CCAG - FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

## **ARTICLE 15 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- ⇒ En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire du marché remet à la Cnam les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.
- ⇒ En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire du marché remet à la Cnam la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la Cnam, à l'adresse suivante :

<http://www.aprovall.com/fr/> Conformément aux articles L.2395-2, L.2341-6, L.2141-12 et L.2195-4 du Code de la commande publique, en cas de non remise desdits documents, la Cnam peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent C.C.A.P.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

## **ARTICLE 16 - RESILIATION**

Outre les cas prévus au présent C.C.A.P, les conditions et les modalités de résiliation applicables sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG – FCS.

La Cnam peut résilier le marché à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois.

La résiliation du marché entraîne l'impossibilité de passer une nouvelle prestation forfaitaire.

## **ARTICLE 17 - DISPOSITION APPLICABLE EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les juridictions françaises sont seules compétentes.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures doivent être rédigés en français.

#### **ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Si des difficultés devaient s'élever entre la Cnam et le Titulaire du marché quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue par l'application du CCAG-FCS, sera soumise à la juridiction administrative compétente.

#### **ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG**

Les dérogations au CCAG-FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du présent C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

<b>Dérogations au CCAG-FCS</b>	<b>Objet</b>	<b>Article du CCAP</b>
3.4.3	Absence prolongée, départ du personnel, remplacement	7.2
16.2.3	Clause de développement durable	9
14.1	Pénalités	11.1 et 11.2
14.1.3	Pénalités	11.5